

ENLÈVEMENT DES RESSORTISSANTS EUROPÉENS AU SAHEL

Al-Qaïda au Maghreb cherche à faire peur à l'Espagne et la France

La revendication par Al-Qaïda au Maghreb (AQMI) de l'enlèvement d'un ressortissant français au Mali et de trois Espagnols en Mauritanie, diffusée mardi dernier dans un communiqué, a été suivie, un jour après, par un autre communiqué présentant un «bilan» de ses actes terroristes commis au cours des deux derniers mois et qu'elle évalue à 58 victimes entre morts et blessés, soit une moyenne de 29 victimes par mois. Ce dernier bilan, en lui-même, est une parfaite illustration du recul qu'enregistre sur le terrain l'organisation terroriste, surtout que c'est elle-même qui revendiquait encore, dans de mêmes bilans, jusqu'à plus de cent actes terroristes par mois durant le premier semestre de l'année en cours, comme pour les mois de mai dernier (100 victimes) ou de juillet (114 victimes), alors que pour les mois précédents, le chiffre variait entre 60 et 82.

Par ce communiqué, AQMI vient, en fait, de faire état, sans s'en rendre compte, de sa propre régression. Le bilan de 29 victimes en un mois entier était, en d'autres temps, le bilan d'une seule opération terroriste comme pour l'embuscade de Mansouria (Bordj-Bou-Arréridj) en juin dernier (27 victimes) ou celle de Beni-Meulik (Tipasa) le mois suivant (24 victimes). Jamais depuis sa création à partir des cendres du GSPC en janvier 2007, elle n'a connu un tel creux de la vague. Il est d'autant plus visible qu'il a été accompagné, tout au long du semestre en cours, par une élimination au quotidien d'un nombre de plus en plus élevé de terroristes. AQMI prend soin de ne pas montrer cette réalité dans ses «bilans». Elle revendique triphalement avoir fait des victimes parmi les forces de sécurité dans des accrochages, sans préciser qu'ils ont eu lieu suite à des embuscades tendues à ses propres groupes et non sur son initiative, tout en omettant de compter ses propres pertes. Tout comme elle cache que la plupart des victimes dont elle se prévaut ne sont, en fait, que celles de la trahison d'engins explosifs perdus dans la nature, lors des ratissages et non suite à des actes de guerre, les armes à la main, comme elle veut le faire croire.

Cet arrière-fond permet de mieux situer le contexte dans lequel les ressortissants étrangers ont été enlevés à la fin du mois dernier au Sahel. La revendication qui en a été faite mardi dernier, excessivement guerrière à l'encontre des pays d'origine des otages en se donnant un caractère audacieux et de défi vis-à-vis de la France et de l'Espagne, pour une organisation terroriste qui prend eau de toute part, apparaît plus comme un message à usage interne en direction de la mouvance salafiste armée qui ne connaît pas de près la réalité de la situation actuelle d'AQMI. Même si les exigences pour la libération des otages n'ont pas encore été formulées, il apparaît d'emblée qu'elles ne vont pas se satisfaire facilement d'une rançon comme pour les enlèvements similaires de ces deux dernières années contre des ressortissants de pays européens. AQMI semble partie pour placer assez haut la barre et aller chercher dans les «négociations» des concessions politiques et des libérations de prisonniers. Mais ce sera seulement pour faire durer le suspense et rester aussi longtemps que possible sous les projecteurs de l'actualité. Mais elle finira par se consoler, comme d'habitude, avec une rançon, du fait qu'elle ne dispose d'aucun autre moyen de pression sur ces pays que les otages qu'elle détient et dont une éventuelle élimination, à Dieu ne plaise, ne la grandira pas du fait de sa totale gratuité vis-à-vis du monde, y compris dans des secteurs de sa propre mouvance.

En s'attaquant à l'Espagne et à la France surtout, AQMI a plus à perdre qu'à gagner. Ce sont ces pays qui détiennent plus de moyens de pression sur elle, qu'elle sur eux. Une éventuelle élimination des otages a toutes les chances d'entraîner une nouvelle «Opération Chrysanthème» comme pour le GIA en 1993 où un coup de pied dans la fourmilière des réseaux islamistes dans l'Hexagone pouvait mettre hors circuit, ou tout au moins sous étroite surveillance, d'importantes filières dont la perte pourrait être ruineuse pour ce qui reste de l'organisation terroriste. Toute l'inconnue dans ce bras de fer qui se dessine entre AQMI et ces deux pays européens reste de savoir jusqu'à quel point l'organisation terroriste a pu leurrer Al-Qaïda mère sur ces capacités pour qu'elle puisse bénéficier d'une certaine attention et obtenir des aides. Et là, si celle-ci est aussi aveugle que son rejeton, le prochain hiver risque d'être chaud.

Mohamed Issami

FLN : IL ORDONNE UN ASSAINISSEMENT ORGANIQUE COMPLET

Bouteflika reporte le congrès

Abdelaziz Bouteflika intervient lourdement dans l'affaire du 9^e congrès du Front de libération nationale. «Il a vivement conseillé à Belkhadem de se donner le temps qu'il faut».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce que nous révèle une source très bien informée et bien au fait des rouages du doyen des partis politiques. Cette intervention présidentielle chamboule donc tout l'agenda organique du FLN qui avait programmé la tenue du congrès pour avant la fin du premier trimestre 2010. «Le président a demandé au secrétaire général de ne pas se précipiter dans l'organisation du congrès et de procéder, au préalable, à l'assainissement complet et définitif du fichier organique», précise encore notre source.

«Il est hors de question de reconduire la situation actuelle du parti», avait également asséné Bouteflika.

Rappelons, en effet, que le sommet, tout comme la base de l'ex-parti unique,



Photo : Samir Sid

avait connu un sérieux chamboulement au sortir de la tourmente pré-présidentielle d'avril 2004 mais, surtout, à l'issue du 8^e congrès-bis de février 2005. Ce qui plongera le parti dans des crises organiques

à répétition et en donnera d'ailleurs un organigramme bizarre avec un conseil national à 540 membres, un bureau politique — qui n'en est pas un au fait — à 121 membres, un secrétaire permanent à 7 membres et

un secrétaire général aux prérogatives fortement amoindries.

Pour tout dire, c'était là un «FLN de transition» en quelque sorte. Bouteflika qui, on ne le soulignera jamais assez, est le président effectif et statutaire depuis février 2005 enjoind donc un retour à la normale. Il décide, selon notre source, de décaler la tenue du congrès «pour la fin du premier semestre 2010, voire même, s'il le faut, en automne de la même année».

Lesquelles assises verront, en outre, la réhabilitation des anciennes structures du parti, à savoir un bureau politique à «l'ancienne», un comité central à composante raisonnable (260 membres) et la suppression de l'actuel conseil national. Aussi, Belkhadem, qui est assuré d'être reconduit au poste de secrétaire général, n'aura toujours pas les mains libres. Bouteflika aussi gardera son actuel poste de président du parti, nous révèle enfin notre source.

K. A.

CONSEIL NATIONAL, SÉNATORIALES ET 9^E CONGRÈS Belkhadem sur tous les fronts

C'est le branle-bas de combat au FLN depuis le retour de Belkhadem des Lieux-Saints de l'Islam. Il multiplie les réunions pour apporter les dernières retouches avant la tenue du conseil national prévu pour les 20, 21 et 22 du mois en cours.

Par Fatma Haouari

Ce week-end, le parti a ficelé la liste des 48 candidats qui s'engageront dans les joutes pour le renouvellement partiel du Conseil de la nation devant se tenir le 31 du même mois. Les contacts avec les autres formations politiques font également partie du planning du chef de file du FLN qui a, nous a-t-on dit, rencontré mercredi dernier en fin d'après-midi, la porte-parole du PT, Louisa Hanoune, pour un soutien effectif lors de l'échéance électorale.

Durant la semaine dernière, ça a été une véritable course contre la montre pour Belkhadem et son équipe. «Nous avons approuvé la liste des candidats aux sénatoriales issue des urnes et élue par les militants de base. Il a été également question de la finalisation des projets de textes qui doivent être présentés à la commission nationale de l'instance exécutive qui est également la Commission nationale de préparation du 9^e Congrès. Celle-ci est composée de 121 membres.

Elle doit se réunir le 20

décembre prochain au Mouflon d'Or. Ces mêmes textes seront soumis le lendemain au conseil national, composé de 550 membres, entre deux congrès, qui se tiendra à Zéralda. Le 23, ces textes seront adoptés par les hautes instances et par la suite on les soumettra aux structures de base pour enrichissement et étude avant d'être retournés à la direction», nous dira le chargé de la communication, Saïd Bouhadja. Les six commissions mises en place ont terminé leur travail et les projets de textes sont fins prêts, a-t-on encore appris. Il s'agit du projet de statut, dont la commission est présidée par Madani Baradai, celui des fondements idéologiques, dont la commission est présidée par Abdelkrim Abada, le texte sur les critères de participation est dévolu à Saïd Bouhadja. Quant à Abdelaziz Ziari, il préside la commission des élus. Pour sa part, Amar Tou est à la tête de la commission du programme socioéconomique et enfin Salah Goudjil préside la commission des relations avec l'extérieur. Concernant les alliances

avec les autres partis en prévision des sénatoriales, c'est demain dimanche que le secrétariat exécutif se tiendra pour évaluer ce dossier bien que la balle soit dans le camp des militants de base sachant que les tractations de cette nature se font toujours à un niveau local. Allié de taille et ne figurant pas parmi les formations en lice, le PT, par la voix de sa secrétaire générale, avait déclaré que son parti a été approché par le RND et qu'elle attend toujours la liste des candidats aux sénatoriales de ce dernier pour trancher. Pourtant, cette dernière pourrait bien vaciller du côté du FLN qui ne lâche pas prise car, dira Bouhadja, «le PT est plus proche de notre parti et nous avons des valeurs communes». Il est clair que le soutien de la pasionaria demeure essentiel sachant que le parti de Belkhadem s'inscrit dans une propension politique plutôt socialiste par rapport au RND qui a comme valeur économique le libéralisme, quoique la dernière loi de finances complémentaire exhale de forts relents de patriotisme économique. Ce qui est du goût de la patronne du PT. Cependant, rien n'est encore joué, et Belkhadem table sur un retournement de

situation qui conforterait la position de son parti. Il est vrai que le prochain rendez-vous électoral se joue à guichets fermés entre la formation de Belkhadem et celle d'Ouyahia. Le parti de Boudjerra Soltani a des ambitions timides puisqu'il ne cherche pas à glaner plus de huit sièges alors que ses alliés jouent le tout pour tout. Le FLN veut récupérer ses 28 sièges qu'il met en jeu devant un dangereux adversaire. Autant dire que c'est du coude à coude. Un duel à fleurets mouchetés que vont se livrer les deux ténors de la politique. On parle depuis peu d'une réunion du triptyque qui pourrait se solder par «un partage du territoire». Seulement sur le terrain, c'est une autre paire de manches. Les militants aguerris aux pratiques des coulisses et aux messes basses ont déjà fait leur choix.

Certains parlent d'alliance avec le FNA et même le RCD. Information que ne réfute pas le responsable de la direction et va même jusqu'à la confirmer. «Nous laissons toute liberté d'engagement à nos militants de contracter les alliances qu'ils jugeront utiles et nécessaires», nous dira Saïd Bouhadja.

F. H.